

Numéro 371

Avril 1976



VERITE

organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste
(pour la reconstruction de la 4^e Internationale)

LE COMBAT DE L'OCI

- 2 mois après son XXe congrès
- l'OCI et la jeunesse
- dans l'enseignement

**Liberté pour Hernan CUENTAS
et Victor CUADROS**

SOMMAIRE

Pour la libération de Hernan Cuentas et Victor Cuadros	p. 1
Notes sur la situation politique, par Stéphane Just	p. 3
Deux mois après le congrès de l'OCI. Où en sommes-nous ?, par Marc Lacaze	p. 21
L'OCI. la jeunesse, la construction du parti révolutionnaire, par Gérard Bauvert	p. 36
Un secteur important de la lutte des classes : l'enseignement, par Michel Landron	p. 61
Le XXII ^e congrès du PCF et la crise de l'appareil international du Kremlin, par François Forgue	p. 87
Espagne : de la grève du métro aux événements de Vitoria, par Etienne Laurent	p. 104
Les staliniens contre le marxisme défendent l'Eglise (2 ^e partie et fin), par César Corte	p. 114

RAPPEL TRES IMPORTANT

Le CCP Michel Renaudie n'est plus celui de « La Vérité ». Dorénavant, l'administration de « La Vérité » vous prie de libeller tous vos chèques ou mandats à l'ordre de Gérard SERFATI, sans indication de numéro de compte. Merci.

Espagne :

De la grève du métro aux événements de Vitoria

par Etienne LAURENT

La révolution affleure en Espagne

Dans l'introduction à *l'Histoire de la révolution russe*, Trotsky note que l'un des traits de toute révolution est l'existence

• en temps de révolution, de soubresauts d'idées et de passions (chez les masses) que des cerveaux de policiers se représentent tout simplement comme l'œuvre de "démagogues". D'ordinaire, rappelle Trotsky, l'Etat, monarchique ou démocratique, domine la nation : l'histoire est faite par des spécialistes du métier : monarques, ministres, bureaucrates, parlementaires, journalistes. Mais aux tournants décisifs, quand un vieux régime devient intolérable pour les masses, celles-ci brisent la palissade qui les sépare de l'arène politique, renversent leurs représentants traditionnels et, en intervenant ainsi, créent une position de départ pour un nouveau régime ».

Au regard de ces appréciations, il n'est pas indifférent de noter dans la presse début mars, à la suite des événements de Sabadell et de Vitoria, dans les articles du journaliste du « Monde », Niedergang, notamment [plus enclin encore que d'autres à considérer que l'histoire de l'Espagne était un peu sa propre affaire, et à penser que par ses articles il contribuait à son évolution « souhaitable, raisonnable »], l'apparition de l'idée selon laquelle la mobilisation chaque jour plus large et plus ouverte des masses serait, pour une part, l'œuvre « de forces minoritaires et actives jouant délibérément la politique du pire ».

Selon Niedergang, ces forces auraient

« marqué des points non négligeables dans un monde ouvrier disponible, assez peu politisé (*sic*), mais qui devient plus combatif ». Elles exploiteraient « au même titre

que les groupes d'extrême droite
une situation explosive ».

Elles porteraient une lourde responsabilité dans la mise en échec des plans de Fraga Iribarne et Areilza, comte de Miraflores. Ces hommes

« souhaitent transformer pacifiquement un système franquiste qui a créé en quarante ans d'innombrables intérêts et des habitudes d'inertie. Ils souhaitent construire un régime plus libéral, plus adapté à la société espagnole moderne, qui permettrait de bâtir dans un délai raisonnable (*sic*) une véritable démocratie ».

Aujourd'hui Fraga et Areilza sont en difficulté. Bien que bénéficiant de l'ap-

puir des formations de la « gauche classique », il seraient victimes de l'activité des « forces de l'extrême-droite comme de l'extrême-gauche », et le terme de leur tentative serait peut-être proche (1).

La position de Niedergang est symptomatique. Oui, aujourd'hui c'est la révolution qui affleure en Espagne. En Catalogne, au Pays Basque et en Navarre, ce n'est plus à des actions de reconnaissance du terrain que l'on a affaire, comme en décembre et en janvier, mais aux premiers pas dans la voie du regroupement au grand jour de l'ensemble des exploités avant « leur irruption violente dans le domaine où se règle leur propre destinée ».

(1) Voir *Le Monde* des 5 et 6 mars 1976.

L'impasse politique du gouvernement Juan Carlos

Dans cette note, nous ne reviendrons pas longuement sur la crise de domination politique de la bourgeoisie. Dans notre article précédent, nous l'avons définie dans les termes suivants : paralysie de la bourgeoisie face à l'impossibilité de sortir du franquisme sans crise politique grave équivalant nécessairement, dans le cadre des relations internationales entre les classes, à l'éclatement d'une crise révolutionnaire ouverte ; tendance récurrente au retrait de projets de « réforme » même les plus prudents à partir du moment où ceux-ci pourraient paraître comme effectués sous la pression des masses ; initiative politique constante, de ce fait, du côté de la bourgeoisie, des forces préconisant le maintien pur et simple des institutions politiques franquistes ; processus, par conséquent, de pourrissement sur pied et de désagrégation mécanique du régime jusqu'à sa chute sous les coups de boutoir des masses.

Aujourd'hui, ainsi que les articles du « Monde » l'attestent, il n'y a plus personne pour contester (ou plus exactement, s'agissant de la presse française,

pour chercher à cacher) le fait que la chute du régime n'est plus qu'une question de temps, et peut-être précipitée par un événement quelconque de la lutte des classes. L'impasse politique de la bourgeoisie est chaque jour plus ouverte, plus manifeste. Comme le dit la revue « Doblón », depuis la mort de Franco,

« le pays est toujours en avance sur les événements »

et ceux-ci à leur tour rendent les plans gouvernementaux caducs avant même d'avoir été présentés et à fortiori appliqués.

Au moment de la formation du gouvernement Juan Carlos - Arias Navarro en décembre 1975, Fraga avait expliqué qu'il fallait à ce gouvernement, dans une perspective de « sortie en douceur du franquisme » ou de « perfectionnement des institutions ».

« deux semaines pour se mettre en place, deux mois pour élaborer son programme et affirmer son initiative, deux ans pour le faire passer dans les faits ».

La politique de la Junte démocratique et de la Convergence, la ligne de leur déclaration commune à la fin du mois d'octobre, la caution qu'elles apportaient l'une et l'autre au gouvernement Juan Carlos, « gouvernement différent des autres gouvernements franquistes », susceptible « de faire des pas dans la voie de la démocratisation », donnaient à Fraga toutes les garanties qu'il pouvait souhaiter, celle que sa tentative jouirait de l'appui total de la direction du P.C.E. et du secrétariat du P.S.O.E.

Le calendrier de Fraga représentait une expression très claire du point atteint dans l'impasse du régime et dans la crise de domination politique aussi bien de la bourgeoisie espagnole. Dresser un tel calendrier équivalait à sous-estimer de façon totale ce que signifiait pour le régime franquiste la disparition physique de Franco : à vouloir fermer les yeux sur le contexte de crise économique dans lequel la succession s'opérait : à ignorer enfin, bien entendu, la capacité des masses à briser les digues placées par les appareils contre-révolutionnaires et à intervenir pour leur propre compte, sans respect pour les rythmes choisis par un Fraga et applaudis par Niedergang.

Dès la mi-janvier, la classe ouvrière a fait voler en éclats le calendrier de Fraga. Elle a montré également les li-

mites étroites dans lesquelles se situe, à cette étape, la possibilité qu'ont les appareils traîtres de fournir à la bourgeoisie la marge de manœuvre qu'elle n'est plus en mesure de s'accorder elle-même. Fin janvier, il ne restait plus à Kissinger, venu apporter l'appui de l'imperialisme aux projets d'Arelza et de Fraga, d'autre solution que d'entériner le programme d'immobilisme exposé par Arias Navarro aux Cortes fascistes et se résoudre à ordonner la défense de l'ordre bourgeois en Espagne autour d'un système pourri sur ses bases.

Au lendemain des morts de Vitoria du 4 mars, Fraga a indiqué à quel point se trouvait le gouvernement de Juan Carlos dont il est le pivot. Il a été contraint de reconnaître que les revendications des travailleurs et de la population de Vitoria étaient légitimes et que le gouvernement avait « sa part de responsabilité » dans le tour dramatique pris par les événements. Aucun gouvernement franquiste n'a jamais été contraint à un aveu semblable. Pour un tel gouvernement, ce langage équivalait à signer son propre arrêt de mort. Il est, à sa manière, à lui seul un appel supplémentaire aux masses à amplifier l'action, jusqu'à ce qu'elles submergent l'ensemble des barrages qui protègent le régime.

Crise du régime et contrecoups de la crise économique mondiale

La mort de Franco a signifié la disparition de celui qui était devenu, au long des années, à la fois le pivot des institutions fascistes et l'incarnation politique du régime et des relations de force, entre les classes et à l'intérieur de la bourgeoisie, sur lesquelles celui-ci était fondé (2).

Ainsi que nous l'avons expliqué, ce

n'est pas seulement pour la classe ouvrière que la disparition de l'homme qui symbolisait l'écrasement de 1939, a signifié un élément central de modification objective de la situation politique à partir de novembre. Pour la bourgeoisie dans ses différentes composantes, comme pour l'ensemble des couches de la petite bourgeoisie, la disparition de Franco a également ouvert la voie à la libération, à une allure toujours plus rapide, de toutes les forces centrifuges. Elle a permis

(2) Voir notre article de janvier 1976, E. Laurent : *Espagne : l'agonie du franquisme*, *La Vérité*, n° 570, pp. 35 et s.

... enfin que commencent à s'exprimer au grand jour les problèmes non résolus que le régime a contenus des années durant au moyen de la camisole de force des institutions fascistes. Ecrivant vers un an, nous expliquons :

« Avec la chute du régime, l'ensemble des problèmes auxquels la bourgeoisie espagnole, par sa conformation historique particulière, a été incapable de fournir une solution resurgiront avec la plus grande acuité. Toutes les conséquences du non-accomplissement des tâches démocratiques bourgeoises, dont la classe ouvrière et les masses ont été contraintes de supporter le poids année après année du fait de la dictature franquiste, leur apparaîtront absolument intolérables dès que se matérialisera au grand jour la modification des rapports politiques entre les classes. Tous les problèmes laissés en suspens du fait de l'écrasement de 1938-1939 se présenteront comme autant de questions exigeant une solution immédiate. » (3)

La mort de Franco n'est pas la mort du régime. Seules les masses peuvent mettre fin à son existence, en détruisant pierre par pierre l'ensemble de l'édifice des institutions franquistes. Mais la mort de Franco a marqué un pas qualitatif dans le développement de la crise du franquisme, et explique en particulier le fait que c'est dès maintenant, donc avant la chute du régime, que le processus analysé en 1975 a commencé à s'affirmer clairement.

La tendance pour les revendications transitoires et les mots d'ordre démocratiques à fusionner d'une façon qui laisse prévoir déjà leur combinaison à un niveau qui sera peut-être même plus explosif qu'il ne le fut à partir de 1930, concerne à cette étape essentiellement deux questions : la lutte contre la vie chère et le chômage et la question nationale.

(3) E. Laurent, *Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne*, La Vérité, n° 566, mars 1975, p. 111.

En Espagne aujourd'hui, l'impact de la crise économique mondiale sur les structures économiques retardataires de l'Espagne, dans le cadre des conditions d'inégalité économique criantes entre les classes que le franquisme a établies et défendues, a pour effet de réunir, dans ce pays avant d'autres, les éléments de la célèbre « troisième condition » de Lénine, c'est-à-dire aggravation plus qu'à l'accoutumée de la misère et de l'exploitation des masses. Selon les chiffres officiels, dont la volonté de masquer à tout prix la réalité est encore plus nette — s'agissant d'un régime comme le régime franquiste — que dans les autres pays capitalistes, fin 1975 la situation était la suivante : baisse de la production industrielle de 8 %, augmentation du produit intérieur brut de 0,8 % indice des prix à la consommation + 17,7 %, doublement du nombre des chômeurs (le chiffre en lui-même n'a aucune valeur tellement la volonté du franquisme de ne pas publier de chiffres sur l'emploi proches de la réalité est manifeste), chute des faibles exportations et accroissement du déficit de la balance courante auxquels le gouvernement a cherché à faire face en dévaluant la peseta.

C'est dans ces conditions qu'on a pu voir apparaître dans la plate-forme des dernières grèves certaines revendications dont le caractère de revendications transitoires saute aux yeux et traduit la volonté des masses de ne pas supporter les conséquences de la crise mondiale en développement. Les revendications de la grève de Barcelone en sont l'exemple le plus saillant : ouverture du droit aux indemnités de chômage à partir de 15 jours de travail effectif dans une entreprise, paiement des indemnités de chômage à 100 %.

Il est significatif, de même, qu'à Vitoria il y ait eu une manifestation spécifique des ménagères sur la question de la vie chère et de l'approvisionnement, dans le cadre de la mobilisation d'ensemble de la population de la ville. La crise du régime franquiste ne procède pas de la crise économique qui secoue l'Espagne, mais la crise écono-

mique est un facteur de première importance dans son accentuation immédiate et dans son explosion proche. Elle re-

présente un facteur de plus qui pousse les masses à l'action pour abattre le régime.

La fusion des revendications transitoires et des revendications démocratiques : la question nationale

Lorsque l'OCI a réabordé voici un an l'analyse de fond de la situation espagnole, elle a entrepris de commencer à cerner de nouveau les contours de la question nationale en Espagne.

« En Espagne, *avons-nous conclu alors*, les revendications nationales se situent au premier rang des revendications démocratiques. Elles ont un contenu explosif, parce qu'elles mettent en cause les conditions historiques dans lesquelles l'Etat bourgeois centralisé s'est constitué dans ce pays, comme Etat centralisateur et oppresseur castillan ».

instrument de domination au premier chef de la monarchie, l'Eglise, l'armée, et le latifundium, c'est-à-dire des forces les plus rétrogrades de l'Espagne (4).

Avec les libertés fondamentales d'organisation politique et syndicale, de réunion, d'expression, de manifestation et de grève, les revendications nationales sont celles pour lesquelles, plus que pour toutes autres, la mort de Franco a eu un effet d'accélérateur, et pour lesquelles les appareils contre-révolutionnaires du P.C.E. et du P.S.O.E. ont été les moins capables de dresser des barrages à la mobilisation des masses. En 1931, Trotsky disait que le séparatisme des ouvriers et des paysans catalans était l'enveloppe de leur indignation sociale. Aujourd'hui, ce n'est pas par hasard si c'est en Catalogne, et au Pays Basque, que les mobilisations ont pris leur caractère massif et parti-

culièrement violent. C'est dans ces deux régions en particulier, que se produit de nouveau, en effet, la fusion des revendications sociales avec les revendications nationales que le développement historique particulier de l'Espagne et la non-réalisation dans ce pays des tâches de la révolution démocratique, ont laissées sans solution tolérable pour les masses.

A partir de sa victoire, le régime franquiste a soumis les nationalités catalane, basque, galicienne et valencienne à un régime forcené d'oppression sur le plan de la langue et de la culture, dont l'efficacité s'est atténuée seulement récemment, en relation avec la modification progressive des relations de force entre les classes. Ce comportement n'a été que la transposition, sur ce plan déterminé des droits démocratiques, de la répression exercée contre les libertés d'organisation, de réunion, d'expression dans leur totalité.

Le fonctionnement d'ensemble des institutions fascistes exigeait que les droits élémentaires des nationalités non castillanes soient écrasés, au même titre que l'ensemble des droits et libertés démocratiques. Il reste que cette oppression de langue et de culture a eu un caractère spécifique qui s'est surajouté, là où elle s'est exercée, à l'oppression et l'exploitation fascistes en général. Elle a eu une portée et une dimension propres, conduisant à l'accumulation d'une charge explosive qui se retourne aujourd'hui contre le régime, et à laquelle les militants révolutionnaires doivent parvenir à donner une expression claire au niveau des mots d'ordre. L'ampleur et la violence des manifestations en Catalogne, au Pays Basque et en

(4) *Vers l'explosion révolutionnaire en Espagne*, op. cit., p. 92.

Navarre ont comme arrière-fond la question nationale. C'est en partie sur cette base qu'on a pu voir les pompiers et les policiers municipaux à Barcelone, les commerçants et fonctionnaires locaux à Sabadell, à Vitoria, dans toutes les villes du Pays Basque, se joindre aux manifestations ouvrières.

Nous reviendrons prochainement sur cette question. Mais c'est aux trotskystes d'Espagne qu'il appartient, dans le cadre du Secrétariat européen du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale, de définir le contenu exact de ces mots d'ordre en

se situant par rapport à une triple exigence : unité du prolétariat d'Espagne ; obligation pour lui, dans la préparation de la lutte pour le pouvoir, d'inscrire à son drapeau l'ensemble des revendications démocratiques ; nécessité immédiate, enfin, de tourner la charge explosive que le régime a accumulée sur ce terrain vers la tâche présente de destruction de l'Etat franquiste et de démantèlement, dans le cours de ce processus, de l'ensemble des institutions constitutives de l'appareil d'Etat bourgeois tel qu'il a été construit en Espagne.

Vers la mobilisation de masse des couches exploitées derrière la classe ouvrière

Tout ce qui vient d'être dit permet d'éclairer les développements qui ont marqué la lutte des classes à partir de la fin janvier 1976, et qui sont venus confirmer l'importance accordée par l'O.C.I. à la grève du métro de Madrid.

La grève du métro de Madrid a opéré un saut dans le mouvement de la classe ouvrière vers sa centralisation politique, sur un terrain indépendant de classe, hors des cadres fixés par la politique de la Junte démocratique et de la Convergence, contre le gouvernement de Juan Carlos. Par là même, elle a ouvert une brèche pour la classe ouvrière de toute l'Espagne, derrière et autour de laquelle l'ensemble des masses exploitées et opprimées des villes et des campagnes ont pu commencer leur mobilisation au grand jour.

C'est là un autre point sur lequel il faut insister. S'agissant de la lutte contre un régime comme celui de Franco, l'importance numérique des manifestations, leur composition et leur déroulement sont à eux seuls un facteur central et un indice de la situation révolutionnaire qui se développe à grand train. Le langage des chiffres est à lui seul probant déjà sur ce plan : la mobi-

lisation contre le régime, dans la voie de sa destruction, a commencé à prendre une dimension de masse. A Barcelone, le 1^{er} février, à l'appel des comités de quartiers, il y avait 50.000 manifestants environ, même si leur évaluation était rendue difficile faute de véritable regroupement. Une semaine plus tard, le 8 février, ils ont pu se regrouper et il y en avait de 80.000 à 100.000. Le 22 janvier à Pampelune, ce sont plus de 30.000 travailleurs qui ont défilé en rangs serrés pendant plus de deux heures pour appuyer leurs revendications dans les négociations sur la convention collective de la province de Navarre.

A Barcelone, dans le cadre de la grève générale de la construction qui a embrasé, selon la revue « Doblou », plus de 130.000 travailleurs du bâtiment sur les 150.000 dénombrés par les statistiques officielles, des dizaines de milliers de travailleurs de cette corporation se sont heurtés violemment plusieurs jours de suite à la police politique. Ils ont transformé, dit la revue « Cambio 16 », le centre de Barcelone « en un véritable champ de bataille du mardi 24 au vendredi 26 » et rendu ainsi impossible la visite officielle de Juan Carlos dans la capitale catalane.

A 30 km de Barcelone, à Sabadell, ville industrielle de la zone du grand Barcelone, ce sont au moins 45.000 manifestants qui se sont dirigés le 23 février vers la mairie avant que la police n'ouvre le feu, blessant plusieurs manifestants. La réaction populaire a été immédiate et extraordinaire : pendant quatre jours, la vie économique, administrative, scolaire et même commerciale a cessé à Sabadell, tandis qu'au stade et au palais des sports de la municipalité se tenaient de gigantesques assemblées de 30.000 à 40.000 personnes pour exiger la libération immédiate de 11 militants arrêtés. La vie n'a repris qu'avec la libération de 8 d'entre eux et l'engagement précis de la libération immédiate des trois autres enfermés dans la prison de Barcelone.

A Vitoria, enfin, pour prendre l'exemple le plus récent, la grève, endémique depuis janvier, s'est étendue dans le cadre des négociations de la convention collective provinciale, jusqu'à embraser le 28 février la quasi-totalité des usines de la région. Le 28, une première manifestation était réprimée violemment par la police et a conduit en riposte à l'appel à la grève générale de la région à partir du 2 mars. Le déroulement de la journée du 4 mars peut être analysé en détail.

Depuis 8 heures le matin, devant les usines, dans les quartiers ouvriers, les rassemblements, les manifestations se forment. Vers 10 heures, ils convergent vers le centre de la ville. Dans leur marche, ils entraînent des ouvriers de la construction : « **Nous sommes des ouvriers, unis-toi !** », crient-ils. Les femmes en tête, des paniers vides au bras, invitent les commerçants à fermer. Elles demandent que la grève soit générale. Toute la matinée, les forces policières de Juan Carlos tenteront d'interdire la rue aux masses. Les affrontements sont violents. Les travailleurs unis dressent des barricades. Par les fenêtres, la population jette tout ce qu'elle a sous la main contre les policiers.

Au centre de la ville, Avenida del Generalísimo, une grande manifestation a réussi à se former. La police de la

dictature n'a pu contenir le mouvement des masses. La ville et les quartiers alentours sont couverts de barricades. Bars, restaurants, cinémas, commerces ont fermé leurs portes, toute la population est entrée dans la grève.

Toute la journée, les affrontements se poursuivent. Vers 5 heures de l'après-midi, des milliers de manifestants se concentrent devant l'église San Francisco de Asis. Dans l'église se tient une assemblée. La police surgit, brise les vitraux et envoie des grenades lacrymogènes dans l'église : la foule fuit. La police tire. Miguel Ortiz, étudiant, 19 ans, Martin Orio, de l'usine Forjas Alavesas, et Romualdo Barroso, 19 ans, tombent victimes des balles fascistes. Trois morts officiellement. Plus d'une centaine de blessés, une dizaine dans un état très critique. Stupeur et fureur de la ville. Les combats avec la police se poursuivent dès que les premiers tirs sont passés et que travailleurs et jeunes peuvent se regrouper. Pendant des heures, tard dans la nuit, ils se heurtent à la police, reconstruisant des barricades dans le centre de la ville comme leurs camarades l'avaient fait dix jours plus tôt à Barcelone.

Le 6 mars, à l'enterrement des trois premiers morts de la fusillade, ce sont 60 000 personnes, soit un adulte ou un adolescent sur deux, qui ont suivi en rangs serrés le cortège. Le lundi 8 mars, enfin, à l'appel de l'UGT, du PSOE, de l'ensemble des organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière et des organisations nationalistes basques, 500 000 travailleurs au moins répondaient à l'ordre de grève générale. Le Pays basque était paralysé ; à Bilbao, malgré un mort, les travailleurs contrôlaient les faubourgs industriels des deux côtés de la Ria pendant des heures et repoussaient les attaques de la police.

Il faut arrêter là cette énumération. D'Alicante à Vigo, de Séville jusqu'aux Asturies, le mouvement est le même. Derrière et autour de la classe ouvrière, c'est l'ensemble des masses laborieuses et des catégories opprimées qui entreprennent de se regrouper.

La lutte de la classe ouvrière pour briser les manœuvres bureaucratiques et contrôler son combat

Comme toujours en pareil cas, un tel développement ne traduit pas seulement les modifications en cours dans l'état des relations existant entre la bourgeoisie et les masses, mais aussi et tout autant des modifications à l'intérieur de celles-ci — plus exactement à l'intérieur de la classe ouvrière — entre les travailleurs et les appareils.

Pour apprécier la situation actuelle et la saisir dans son développement, il faut revenir à Madrid et analyser les conditions exactes dans lesquelles l'appareil du PCE et les commissions ouvrières ont été contraintes d'intervenir dans les grèves du mois de janvier pour défendre la monarchie et le gouvernement Juan Carlos.

La victoire des travailleurs du métro, cinq jours après le début de la grève, a reposé indiscutablement, pour une part, sur le soutien dont ils ont bénéficié très vite de la part des autres secteurs de la classe ouvrière. Mais elle a reposé aussi, ainsi que nous l'avions indiqué dans l'article de janvier, sur la capacité des travailleurs du métro à faire fonctionner l'assemblée générale des grévistes comme instrument central dans leur combat. Réunissant dans chaque phase décisive, au moment de chaque décision importante, l'ensemble des 3 000 travailleurs de l'entreprise publique, l'assemblée a réalisé et défendu jusqu'au bout l'unité la plus complète des travailleurs face au gouvernement, brisant dans l'œuf les tentatives de divisions et faisant voler en éclats les structures du syndicat vertical et toutes les mesures antigréves prévues par la loi.

Les premiers secteurs à s'engouffrer dans la brèche ouverte par la grève du métro ont été les travailleurs de la métallurgie, de la construction et des banques à Madrid. Mais l'ensemble de ces secteurs se sont immédiatement trouvés confrontés à l'appareil stalinien et

au combat acharné que celui-ci leur a livré afin de les empêcher de suivre les mêmes méthodes, casser les structures de la CNS, mener la lutte sur la base de l'assemblée des délégués élus et révoquables.

A partir du moment où, vers le 10 janvier, l'appareil stalinien a jugé impossible d'empêcher l'extension de la grève du métro à la métallurgie, le bâtiment et les banques, il a porté son effort sur trois objectifs distincts mais liés :

1. interdire la formation de véritables comités de délégués élus et surtout interdire toute coordination de tels comités d'usine à usine, par corporation ou zones industrielles (Getafe, Villaverde) ;

2. chercher à faire fonctionner coûte que coûte les UTT, c'est-à-dire les structures locales du syndicat officiel, en arrachant pour cela la collaboration, masquée d'un langage « gauche », des fonctionnaires bourgeois du syndicat vertical (5) ;

3. organiser des manifestations politiques « centrales » pour « l'amnistie », destinées à jouer le rôle de coupe-feux et à faire déplacer la lutte sur un terrain

(5) Nicolas Sartorius, dirigeant du PCE et des commissions ouvrières, dans la revue *Triunfo* du 6 mars 1976, a préconisé la conception suivante pour défendre coûte que coûte la CNS :

« Dans les assemblées a surgi une représentation ouvrière constituée par les représentants légaux plus les délégués élus dans chaque atelier, que la UTT a légalisé sous la forme de COLLABORATEURS SYNDICAUX (souligné par N.S.). (...) Cette forme de collaborateur-délégué s'est aussi imposée dans d'autres usines actuellement en grève, comme Patricio Echevarria de Legazpia ; Irimo de Zumarrage et Sigma de Elgoibar. Les assemblées de Lasarte se caractérisent par leur ordre et leur organisation. (...) »

alors incontrôlable par la classe ouvrière et les masses.

A Madrid, du 10 au 25 janvier, on peut estimer que l'appareil stalinien a atteint ses fins. Il est parvenu à contenir et en partie à dévoyer les grèves. Il a réussi à empêcher la généralisation et surtout la centralisation des comités de grève. Mais cet effort représente un coût élevé pour l'appareil stalinien à cette étape, et pour la classe ouvrière du reste de l'Espagne une source d'expérience dont elle paraît avoir commencé à tirer largement parti. Vouloir combattre l'influence de l'expérience madrilène, l'appareil stalinien a été amené à expliquer que des « provocateurs » avaient été à l'œuvre dans la grève du métro. L'examen de la grève des usines de Vitoria, comme celle des travailleurs du bâtiment à Barcelone et dans la région, permet de penser que ce sont des conclusions toutes contraires que les travailleurs de nombreux secteurs du reste de l'Espagne ont tirées de l'expérience de leurs camarades de Madrid.

En effet, la leçon politique centrale des événements de Vitoria, c'est qu'avec acharnement la classe ouvrière de cette ville, tout au long d'un combat de plus d'un mois, a réussi à défendre et à préserver son organisation autonome — « l'assemblée des usines de Vitoria » — contre ceux qui proposaient que la lutte soit dirigée par les représentants « honnêtes » du syndicat vertical. Il serait trop long de retracer les étapes de ce combat, marqué par les assemblées des usines Forjas et Menosa qui, le 15 janvier pour la première, le 17 pour la deuxième, réussissaient à imposer la démission des enlacs et jurados (poste de responsabilités dans le syndicat vertical, la CNS). Plusieurs d'entre eux déchiraient leur carte de responsables syndicaux comme démonstration d'adhésion à l'assemblée.

Le 5 février, c'est-à-dire le lendemain de la tuerie, « l'assemblée commune » des travailleurs des usines en grève, réunie devant 5 000 ouvriers, refusait la proposition faite le même jour d'une commission formée de cinq présidents des UTT (fédérations du syndicat ver-

tical) comme médiateur des conflits. L'assemblée exigeait que la négociation soit menée à travers les commissions élues par les assemblées.

A Barcelone, dans le bâtiment, l'acquis pour la classe ouvrière est peut-être plus grand encore. Dans le secteur de la construction, à Madrid, l'appareil stalinien avait réussi à court-circuiter la formation d'un comité central de grève élu, en désignant de lui-même un comité dont les véritables dirigeants de la grève étaient exclus. A Barcelone, il n'en a rien été. Les travailleurs ont livré un formidable combat sur le terrain de l'organisation pour assurer et défendre le plein contrôle de leur mouvement.

Au sommet de la grève, quelque 130 000 travailleurs ont été engagés dans le combat. Pendant plus de quinze jours, ce sont près de 80 000 travailleurs qui ont combattu en permanence. Plus encore qu'en France, l'industrie de la construction est artisanale en Espagne. Les chantiers sont petits et très nombreux, les conditions objectives de l'émission très importantes. A Barcelone et dans la région, c'est une assemblée centrale de grève, réunissant chaque jour, dit la revue « Doblón », entre 500 et 1 000 délégués des différents chantiers, qui a assuré la direction de la grève. Cette assemblée a édité un bulletin d'information quotidien. C'est elle qui a organisé les piquets. C'est elle qui a désigné une commission seule mandatée pour défendre les négociations face au patronat et face aux représentants de l'Etat. C'est elle qui a élaboré la plate-forme de la grève dans laquelle les revendications salariales et de conditions de travail (en particulier l'indemnisation à 100 % du chômage) se combinent avec les revendications tenant aux droits d'organisation et de réunion et à la libération de tous les prisonniers politiques.

Les travailleurs ont montré leur détermination à défendre la forme d'organisation qu'ils se sont donnée. Face à une tentative des staliniens, au nom des commissions ouvrières, en alliance avec les fonctionnaires de l'UTT de Catalogne du bâtiment, de dresser une sec-

nom des ouvriers contre les autres, l'assemblée centrale des travailleurs du bâtiment a publié une déclaration dans laquelle elle dit :

« Personne ne peut s'approprier la lutte de la construction, car elle appartient exclusivement à tous les travailleurs et à leurs représentants démocratiquement élus, les délégués. Ceux de la construction ont décidé de choisir leur propre commission délibérant sur la convention collective, à travers les assemblées de délégués. »

On mesure ce que ces faits signifient. On comprend l'acharnement que les stalinien et leurs alliés journalistes bourgeois ont mis à attaquer les travailleurs de la construction. Le 4 mars, à Barcelone, au nom du PSUC, rameau catalan du PCE, le stalinien Pere Ardiaca déclarait que le développement et la poursuite de la grève étaient l'œuvre des provocateurs.

« Les commissions ouvrières, a-t-il dit, ont expliqué publiquement qu'elles n'avaient rien à voir avec certains piquets de grève, pas plus qu'avec les violences des jours derniers à Barcelone. » *Et de poursuivre* : « Il est nécessaire et urgent de parvenir à un pacte entre la droite, le centre et la gauche. »

Lisons Niedergang :

« A Barcelone, les commissions ouvrières ayant obtenu un salaire de base de 19 000 pesetas par mois pour les manœuvres du bâtiment (le salaire le plus élevé de toute l'Espagne dans cette branche et cette catégorie) se voient pourtant contraintes de dénoncer publiquement les piquets de grève plus ou

moins spontanés qui relancent le mouvement. La CNT, la vieille centrale anarchiste toute-puissante au début de la guerre civile et que l'on croyait morte, surgit des catacombes A Barcelone, elle vient de tenir un congrès avec 400 participants. Une autre réunion doit avoir lieu prochainement à Valence. »

Voici donc les « agitateurs » à l'œuvre, les « hommes à la bombe », les anarchistes surgissant de leurs « catacombes ». C'est bien à la conception de l'histoire stigmatisée par Trotsky qu'on a affaire. Il est indiscutable que la montée révolutionnaire qu'amorcent les masses les conduit à se tourner de nouveau vers leurs organisations traditionnelles. Le combat pour la reconstruction de l'UGT et de la CNT, et pour briser les tentatives stalinien de sauvegarder des structures de la CNS est de ce fait pratiquement gagné. La déclaration commune faite à Valence par l'UGT et la CNT contre la monarchie et pour la reconstitution de l'Alliance ouvrière de 1934 exprime la radicalisation des masses et la pression qu'elles commencent à exercer vers et à l'intérieur des organisations qui ont organisé historiquement la classe ouvrière d'Espagne comme classe indépendante de la bourgeoisie.

Mais ces développements ne peuvent être considérés en eux-mêmes. Ce sont des indices du mouvement dans les masses, dont l'organisation de la grève de la construction de Barcelone représente à ce jour l'expression la plus élevée. Ce sont des éléments qui forment la substance même des processus constitutifs de la période de l'imminence de la révolution.

Etienne LAURENT.

Votre librairie, la SELIO
Nombreux ouvrages sur la révolution
et le mouvement ouvrier en Espagne